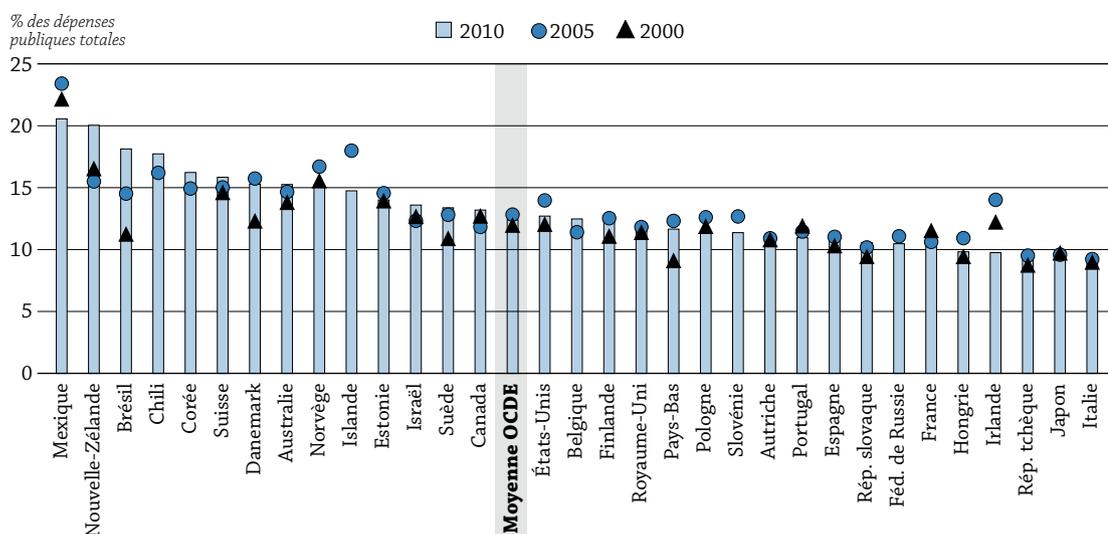


QUEL EST LE MONTANT TOTAL DES DEPENSES D'ÉDUCATION ?

- Les pays de l'OCDE consacrent, en moyenne, 13 % de leurs dépenses publiques totales à l'éducation. Ce pourcentage varie toutefois sensiblement selon les pays : il représente moins de 10 % en Hongrie, en Irlande, en Italie, au Japon et en République tchèque, mais plus de 20 % au Mexique et en Nouvelle-Zélande.
- Les dépenses publiques d'éducation ont progressé en pourcentage des dépenses publiques totales entre 1995 et 2005 dans la plupart des pays dont les données des deux années de référence sont disponibles. Le Canada, la France, Israël, le Japon, la Nouvelle-Zélande et le Portugal sont les seuls pays qui échappent à ce constat.
- La part des dépenses d'éducation dans les dépenses publiques totales a diminué dans deux tiers environ des pays entre 2005 et 2010, car le budget public de l'éducation et le budget public total n'ont pas évolué au même rythme.
- Aucune tendance claire ne se dessine dans l'ensemble quant à l'évolution des dépenses publiques d'éducation durant la crise économique, si ce n'est que ces dépenses ont augmenté à un rythme plus soutenu que les dépenses publiques totales entre 2008 et 2010 dans 14 des 30 pays dont les données sont disponibles.

Graphique B4.1. Dépenses publiques totales d'éducation, en pourcentage des dépenses publiques totales (1995, 2005, 2010)



Les pays sont classés par ordre décroissant des dépenses publiques totales d'éducation, tous niveaux d'enseignement confondus, en pourcentage des dépenses publiques totales en 2010.

Source : OCDE. Tableau B4.2. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932868046>

Lecture du graphique

Ce graphique présente les dépenses publiques directes au titre des établissements d'enseignement et les aides publiques versées aux ménages (dont les subventions pour frais de subsistance, telles que les allocations aux ménages, les bourses aux élèves/étudiants et les prêts d'études) et à d'autres entités privées, en pourcentage des dépenses publiques totales, par année.

Contexte

Les décisions des pays concernant la répartition des fonds publics entre les différents domaines de l'action publique, dont l'éducation, les services de santé, la sécurité sociale et la défense, dépendent non seulement de leurs priorités, mais également de la question de savoir si les marchés peuvent fournir ces services de manière adéquate à eux seuls, en particulier dans l'enseignement tertiaire. Les marchés risquent de ne pas y parvenir si les bénéfices publics d'un service sont supérieurs à

ses bénéficiaires privés. Les fonds versés par les pouvoirs publics peuvent, par exemple, contribuer à accroître les taux de scolarisation. Toutefois, la crise économique a mis les finances publiques sous pression à tel point que le budget de l'éducation pourrait être revu à la baisse, ce qui pourrait avoir un impact sur l'accessibilité ou le rendement et la qualité de l'éducation. Par ailleurs, la demande d'éducation et de formation pourrait augmenter de la part des sans-emploi, ce qui nécessiterait un accroissement du budget de l'éducation. Toutefois, l'augmentation du budget de l'éducation ne va pas nécessairement de pair avec l'amélioration du rendement ou de la qualité de l'éducation. De plus, les niveaux de dépense sont sous l'influence de nombreux facteurs différents (voir l'indicateur B7) dont il y a lieu de tenir compte lors de la comparaison des chiffres entre les pays.

Cet indicateur donne la mesure des dépenses publiques d'éducation, par rapport aux dépenses publiques totales des pays ainsi que par rapport à leur produit intérieur brut, avec dans l'idée de montrer la taille relative des budgets publics. De plus, il fournit des données sur les différentes sources (locales, régionales et centrales) des fonds publics investis dans l'éducation et sur les transferts de fonds entre ces niveaux de l'exécutif.

■ Autres faits marquants

- La plupart des pays de l'OCDE **dépensent plus du double au titre de l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire qu'au titre de l'enseignement tertiaire.**
- **Les dépenses publiques sont plus décentralisées dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire que dans l'enseignement tertiaire.** En moyenne, dans les pays de l'OCDE, plus de 50 % des fonds publics affectés à ces niveaux d'enseignement proviennent de l'exécutif central.
- **Le budget public de l'enseignement tertiaire provient à hauteur de 87 % de l'exécutif central,** avant transferts de l'exécutif central vers les exécutifs régionaux et locaux.
- **Le système public de financement n'est totalement centralisé dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire que dans un pays (en Nouvelle-Zélande),** alors qu'il l'est dans l'enseignement tertiaire dans neuf pays (au Chili, en Estonie, en Hongrie, en Irlande, en Islande, en Norvège, en Nouvelle-Zélande, aux Pays-Bas et en République slovaque).

■ Tendances

Entre 1995 et 2010, la part des dépenses d'éducation (tous niveaux d'enseignement confondus) dans les dépenses publiques totales a progressé légèrement dans deux tiers des pays dont les données sont disponibles. L'analyse de l'évolution entre 2005 et 2010 révèle toutefois que les dépenses publiques d'éducation ont régressé en pourcentage des dépenses publiques totales dans un peu moins de deux tiers des pays dont les données sont disponibles. Cette régression a été particulièrement forte (égale ou supérieure à 1 point de pourcentage) aux États-Unis, en Hongrie, en Irlande, en Islande, au Mexique, en Norvège, en Pologne et en Slovénie (voir le tableau B4.2).

Une évolution similaire s'observe pour les dépenses publiques d'éducation en pourcentage du PIB entre 1995 et 2010 ; dans ce cas également, cette évolution est très différente entre 2005 et 2010. Entre 2005 et 2010, les dépenses publiques d'éducation ont en effet régressé en pourcentage des dépenses publiques totales dans la plupart des pays, mais progressé en pourcentage du PIB dans la quasi-totalité des pays. Elles ont augmenté de près de 0.4 point de pourcentage selon la moyenne calculée sur la base des pays dont les données des deux années de référence sont disponibles – sous l'effet de l'accroissement des dépenses publiques qui a coïncidé avec la réduction du PIB (voir l'indicateur B2).

Entre 2008 et 2010, les dépenses publiques d'éducation et les dépenses publiques totales ont augmenté dans tous les pays, sauf en Estonie, en Hongrie, en Islande et en Italie. Dans 16 des 30 pays à l'étude ici, les dépenses publiques totales ont toutefois augmenté à un rythme plus soutenu que les dépenses publiques d'éducation (voir le tableau B4.2).

Analyse

Investissement public global dans l'éducation

B4

En 2010, les pays de l'OCDE ont consacré, en moyenne, 13.0 % de leurs dépenses publiques totales à l'éducation. Ce pourcentage est inférieur à 10 % en Hongrie (9.8 %), en Irlande (9.7 %), en Italie (8.9 %), au Japon (9.3 %) et en République tchèque (9.7 %), mais égal ou supérieur à 20 % au Mexique (20.6 %) et en Nouvelle-Zélande (20.0 %) (voir le graphique B4.1 et le tableau B4.1).

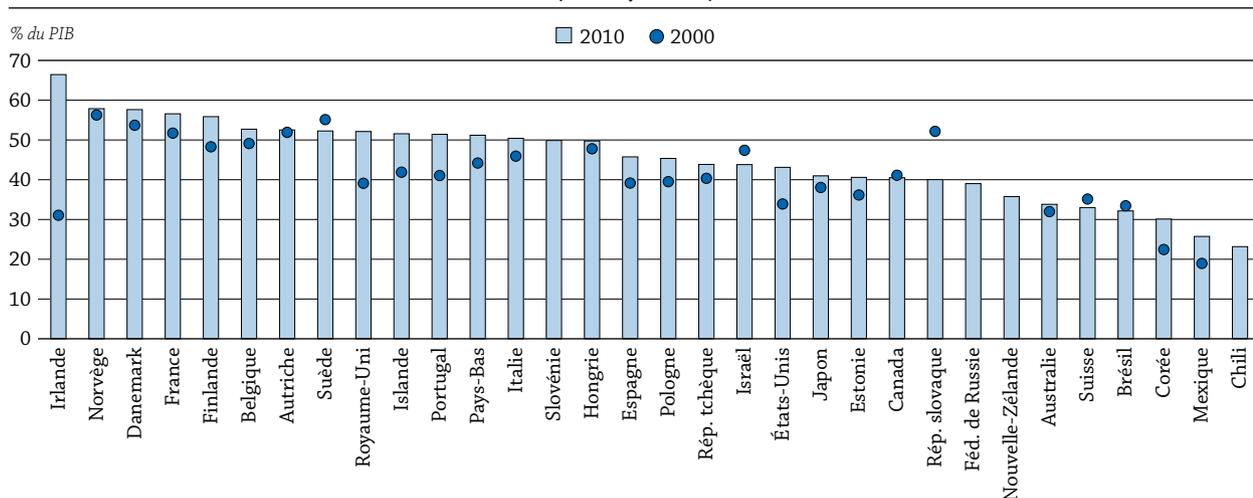
Dans la plupart des pays, l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire absorbe deux tiers environ des dépenses publiques d'éducation en pourcentage des dépenses publiques totales. Cela s'explique essentiellement par la scolarisation quasi universelle à ces niveaux d'enseignement (voir l'indicateur C1) et par la structure démographique de la population.

Les dépenses publiques au titre de l'enseignement tertiaire représentent, en moyenne, moins d'un quart des dépenses publiques totales d'éducation dans les pays de l'OCDE, soit un pourcentage de 23.5 %. Parmi les pays de l'OCDE et du G20, ce pourcentage est inférieur à 16 % en Corée (15.8 %), mais supérieur à 30 % au Canada (35.4 %) et en Finlande (31.8 %).

La part de l'éducation dans les dépenses publiques totales doit aussi être étudiée à la lumière de la taille relative des budgets publics. Le tableau qui se dégage n'est en effet pas le même selon que les dépenses publiques d'éducation, tous niveaux d'enseignement confondus, sont analysées en pourcentage du PIB ou en pourcentage des dépenses publiques totales comme ci-dessus. Parmi les pays de l'OCDE, le Chili (4.1 %), l'Italie (4.5 %), le Japon (3.8 %), la République slovaque (4.2 %) et la République tchèque (4.2 %) sont au nombre de ceux où les dépenses publiques d'éducation sont les moins élevées en pourcentage du PIB selon les chiffres de 2010 ; c'est le cas également d'un pays du G20, en l'occurrence la Fédération de Russie (4.1 %). À l'autre extrême, seuls le Danemark et la Norvège consacrent plus de 8 % (8.8 %) de leur PIB à l'éducation – un pourcentage nettement supérieur à la moyenne de l'OCDE (5.8 %) (voir le tableau B4.1).

Contre toute attente, les pays où les dépenses publiques d'éducation sont les plus élevées en pourcentage des dépenses publiques totales selon les chiffres de 2010 – à savoir le Brésil, la Corée, la Nouvelle-Zélande et la Suisse (voir le graphique B4.1) – sont ceux où les dépenses publiques totales, toutes catégories de services confondus, sont les moins élevées en pourcentage du PIB (voir le graphique B4.2). Échappent à ce constat le Danemark et l'Islande, où les deux parts sont élevées (voir le graphique B4.2).

Graphique B4.2. Dépenses publiques totales, tous services confondus, en pourcentage du PIB (2000, 2010)



Remarque : ce graphique présente les dépenses publiques tous services confondus et pas uniquement les dépenses publiques d'éducation. Les pays sont classés par ordre décroissant des dépenses publiques totales en pourcentage du PIB en 2010.

Source : OCDE. Annexe 2. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932868065>

L'analyse des dépenses publiques totales toutes catégories de services confondues (non seulement l'éducation, mais aussi la santé, la sécurité sociale, l'environnement, etc.) en pourcentage du PIB révèle une forte variation entre les pays. En 2010, les dépenses publiques totales, tous services confondus, représentaient plus de 50 % du PIB dans plus d'un tiers des pays, et même plus de 55 % dans cinq pays, à savoir au Danemark (57.6 %), en Finlande (55.8 %), en France (56.5 %), en Irlande (66.4 %) et en Norvège (57.8 %). À l'autre extrême, elles ne représentaient que 25.7 % du PIB au Mexique (voir le graphique B4.2 et l'annexe 2).

Évolution des dépenses publiques d'éducation en pourcentage des dépenses publiques totales entre 1995 et 2010

Une augmentation sensible entre 1995 et 2005...

Entre 1995 et 2005, soit en dix ans, les dépenses publiques d'éducation (tous niveaux d'enseignement confondus) ont progressé en pourcentage des dépenses publiques totales dans 20 des 26 pays de l'OCDE dont les données des deux années de référence sont disponibles (elles ont augmenté de 0.8 point de pourcentage, en moyenne, dans ces 26 pays). Les seuls pays où cette évolution s'est révélée différente sont le Canada, la France, Israël, le Japon, la Nouvelle-Zélande et le Portugal.

Entre 1995 et 2005, les dépenses publiques d'éducation n'ont pas évolué de la même façon en pourcentage du PIB et en pourcentage des dépenses publiques totales. En moyenne, entre 1995 et 2005, les dépenses publiques d'éducation ont diminué de 0.1 point en pourcentage du PIB, mais ont augmenté de 0.8 point en pourcentage des dépenses publiques totales. En pourcentage du PIB, les dépenses publiques d'éducation ont varié de plus de 0.5 point de pourcentage à la hausse au Brésil, au Danemark, aux États-Unis, en Grèce et au Mexique, mais à la baisse en Autriche, au Canada, en Estonie, en France, en Israël et en République slovaque (voir le tableau B4.2).

... suivie d'une baisse entre 2005 et 2010 à cause de la crise financière qui a éclaté en 2008

Les tendances ont sensiblement évolué entre 2005 et 2010 en matière de dépenses. Durant ces six ans, les dépenses publiques d'éducation ont diminué de 0.4 point de pourcentage, en moyenne, en pourcentage des dépenses publiques totales dans un peu moins de deux tiers des pays dont les données sont disponibles (soit dans 19 des 32 pays à l'étude ici) (passant de 12.8 % en 2005 à 12.4 % en 2010). Le recul le plus important a été constaté en Irlande (- 4.2 points de pourcentage), en Islande (- 3.3 points de pourcentage) et au Mexique (- 2.9 points de pourcentage). La diminution a également été sensible (- 1 point de pourcentage au moins) aux États-Unis, en Hongrie, en Norvège, en Pologne et en Slovaquie. Échappent à ce constat le Canada, Israël et la Nouvelle-Zélande, où en pourcentage des dépenses publiques totales, les dépenses publiques d'éducation ont varié à la baisse entre 1995 et 2005 et à la hausse entre 2005 et 2010.

La comparaison des chiffres de 2010 avec ceux de 2005 révèle une tendance différente, car le PIB a été affecté par la crise financière. Entre ces deux années, les dépenses publiques d'éducation sont restées stables ou ont augmenté en pourcentage du PIB dans tous les pays, sauf en Hongrie, en Norvège, en Pologne et en Suisse. En moyenne, dans les pays de l'OCDE dont les données de toutes les années de référence sont disponibles, elles ont augmenté de 0.3 point de pourcentage (voir le tableau B4.2 et l'encadré B2.1 dans l'indicateur B2).

Premiers effets de la crise financière : les dépenses publiques d'éducation ont augmenté à un rythme moins soutenu que les dépenses publiques totales dans plus de la moitié des pays

Les fluctuations observées entre 2008 et 2010 sont vraisemblablement imputables aux premiers effets de la crise économique mondiale qui a éclaté en 2008. La crise a accru la pression sur les finances publiques et a contraint les gouvernements à choisir leurs priorités, entre l'éducation et d'autres domaines majeurs de l'action publique, tels que la santé et la sécurité sociale (voir le tableau B4.2 et le graphique B4.3).

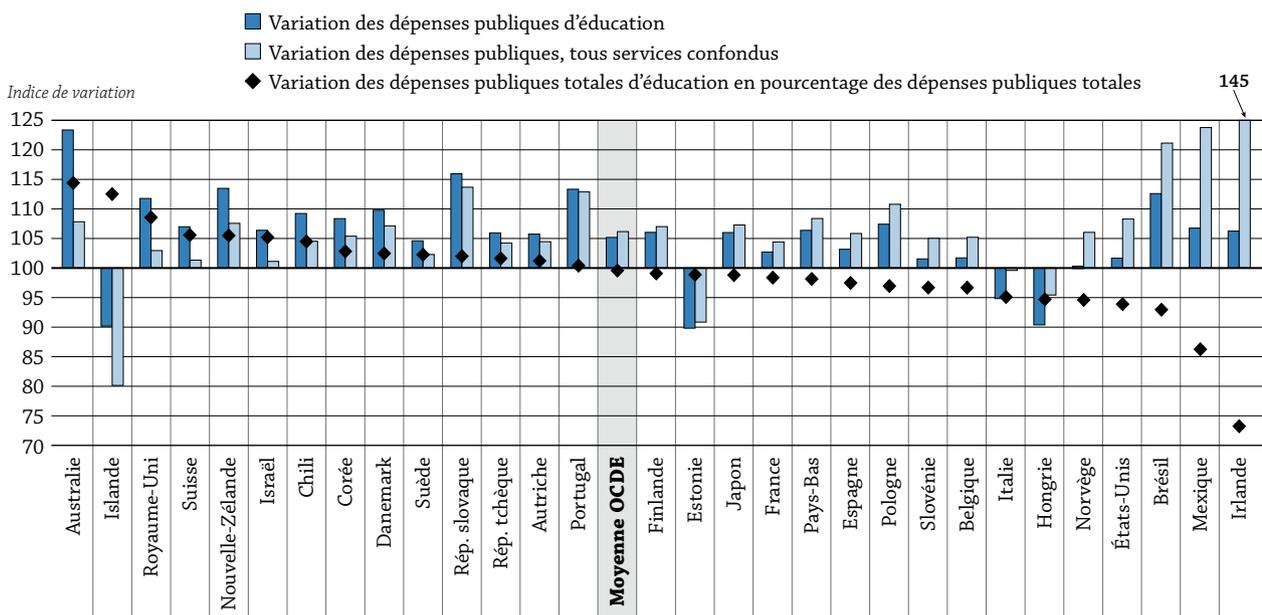
Entre 2008 et 2010, aucune tendance générale n'apparaît nettement concernant l'évolution des dépenses publiques d'éducation en pourcentage des dépenses publiques totales, contrairement à ce qui s'était produit entre 1995 et 2005.

Entre 2008 et 2010, les dépenses publiques d'éducation et les dépenses publiques totales, tous services confondus, ont toutefois augmenté dans 26 des 30 pays à l'étude. Dans 16 de ces 30 pays, les dépenses publiques totales ont augmenté à un rythme plus soutenu que les dépenses publiques d'éducation (voir le tableau B4.2 et le graphique B4.3). C'est au Brésil, aux États-Unis, en Irlande, au Mexique et en Norvège que les différences sont les plus importantes à cet égard. En Irlande, la réduction de 27 % des dépenses publiques d'éducation en pourcentage des dépenses publiques totales, tous services confondus, qui a été enregistrée entre 2008 et 2010, est en grande partie imputable aux transferts financiers massifs effectués en 2010 en faveur des banques irlandaises, qui ont eu un énorme impact sur la capacité de financement des pouvoirs publics.

Dans les 14 autres pays, les dépenses publiques d'éducation ont augmenté à un rythme plus soutenu que les dépenses publiques totales. Les dépenses publiques totales, tous services confondus, ont augmenté dans une mesure comprise entre 1 % en Israël et en Suisse et 14 % en République slovaque. En Australie, les dépenses publiques totales ont augmenté de 8 %, et les dépenses publiques d'éducation, de 23 %.

Entre 2008 et 2010, les dépenses publiques totales, tous services confondus, n'ont diminué qu'en Estonie, en Hongrie, en Islande et en Italie. En Islande, les dépenses publiques totales ont chuté de 20 %, et les dépenses publiques d'éducation ont également diminué, mais dans une moindre mesure. Dans les trois autres pays, les dépenses publiques d'éducation ont régressé davantage que les dépenses publiques totales (voir le tableau B4.2 et le graphique B4.3).

Graphique B4.3. Indice de variation entre 2008 et 2010 des dépenses publiques totales d'éducation en pourcentage des dépenses publiques totales, tous niveaux d'enseignement confondus (2008 = 100, prix constants de 2010)



Les pays sont classés par ordre décroissant de la variation des dépenses publiques totales d'éducation en pourcentage des dépenses publiques totales.

Source : OCDE. Tableau B4.2. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932868084>

Sources du financement public de l'éducation

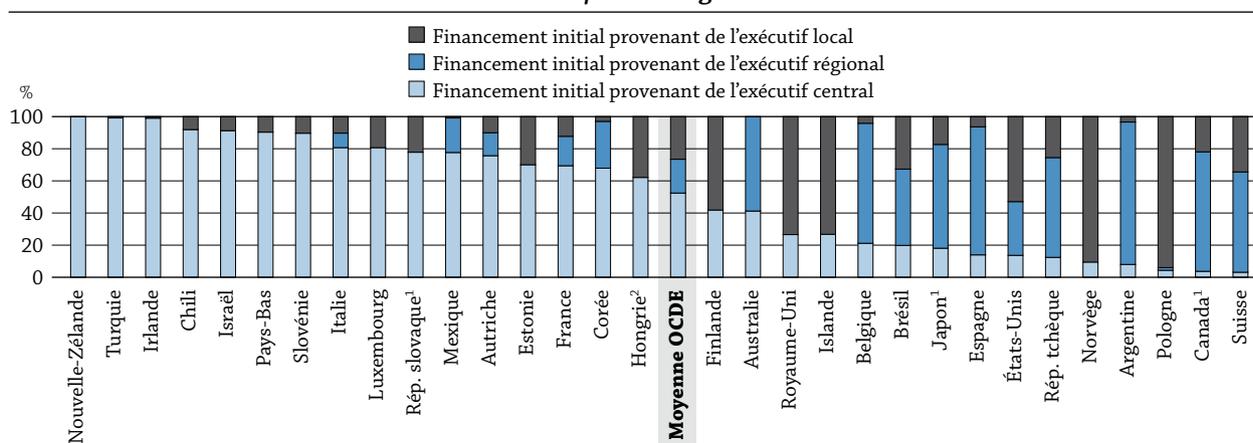
Toutes les sources publiques (abstraction faite des sources internationales) de financement de l'éducation sont réparties entre trois niveaux de l'exécutif, à savoir les niveaux central, régional et local. Le financement de l'éducation est centralisé dans certains pays, mais peut être très décentralisé dans d'autres pays, après les transferts entre les niveaux de l'exécutif.

Ces dernières années, de nombreux établissements d'enseignement sont devenus des organisations plus autonomes et plus décentralisées, plus responsables de leurs résultats à l'égard de leurs élèves/étudiants, de leurs parents et de l'opinion en général. Les résultats du Programme international de l'OCDE pour le suivi des acquis des élèves (PISA) suggèrent l'existence d'une corrélation entre l'adoption d'une combinaison intelligente d'autonomie et de responsabilisation et l'amélioration des résultats scolaires.

Le financement public est plus centralisé dans l'enseignement tertiaire qu'aux niveaux inférieurs d'enseignement. Il ressort des chiffres de 2010 que le budget public est financé par le gouvernement central, avant transfert, à hauteur de 53.8 % dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire, mais à hauteur de 86.8 % dans l'enseignement tertiaire, en moyenne, dans les pays de l'OCDE (voir le tableau B4.3 et le tableau B4.4, en ligne).

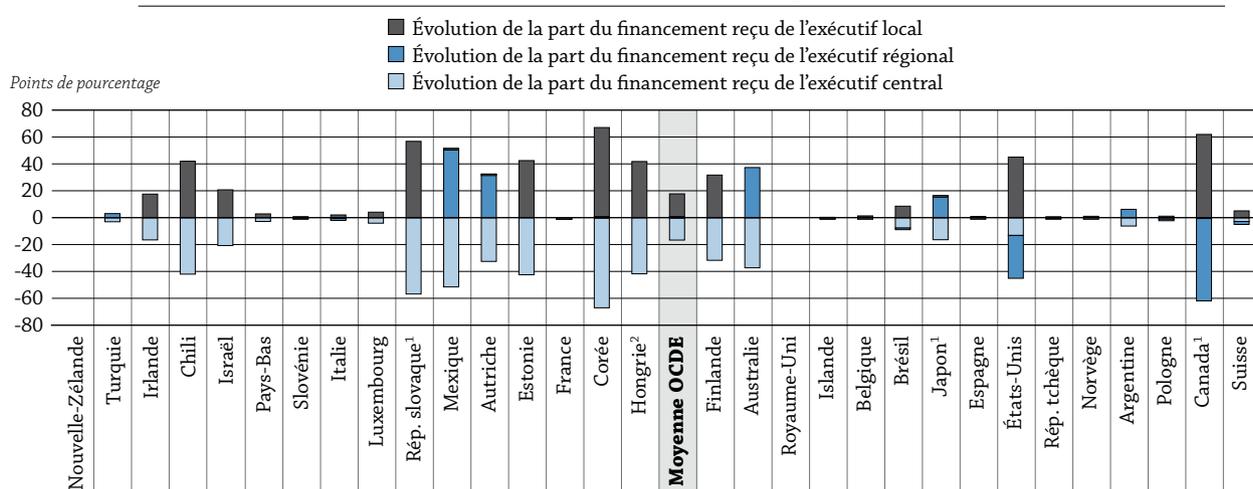
Graphique B4.4. Répartition de la provenance initiale du financement public de l'éducation selon les niveaux de l'exécutif pour l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire (2010)

En pourcentage



Évolution de la part du financement de l'éducation reçu des différents niveaux de l'exécutif entre les destinataires initiaux et finaux des ressources d'éducation, pour l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire (2010)

En points de pourcentage



1. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

2. Les financements provenant de l'exécutif local incluent les financements provenant de l'exécutif régional.

Les pays sont classés par ordre décroissant de la part du financement initial provenant de l'exécutif central.

Source : OCDE. Données relatives à l'Argentine : Institut de statistique de l'UNESCO (Programme des indicateurs de l'éducation dans le monde).

Tableau B4.3. Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

StatLink <http://dx.doi.org/10.1787/888932868103>

Dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire, la part du financement public initial provenant du gouvernement central varie fortement selon les pays. Cette part est inférieure à 10 % dans quatre pays, à savoir au Canada (3.7 %), en Norvège (9.5 %), en Pologne (4.4 %) et en Suisse (3.2 %). Au Canada, le gouvernement fédéral n'intervient pas dans l'enseignement primaire et secondaire ; ce sont les exécutifs provinciaux et territoriaux qui financent ces niveaux d'enseignement.

À l'autre extrême, les fonds publics proviennent presque exclusivement du gouvernement central en Irlande, en Nouvelle-Zélande et en Turquie ; plus de 90 % des fonds publics initiaux proviennent du gouvernement central au Chili (91.9 %), en Israël (91.2 %) et aux Pays-Bas (90.3 %). Toutefois, ce tableau change si les transferts entre niveaux de l'exécutif sont pris en considération. Après transferts, la contribution du gouvernement central au financement public est inférieure à 5 % au Canada (3.1 %), en Pologne (3.3 %) et en Suisse (0.3 %), mais également en Australie (3.9 %), en Corée (0.9 %), aux États-Unis (0.5 %) et au Japon (1.7 %). La Nouvelle-Zélande est le seul pays où le système de financement est totalement centralisé, même compte tenu des transferts (voir le graphique B4.4 et le tableau B4.3).

Dans les pays de l'OCDE, les transferts de fonds entre le gouvernement central et les exécutifs régionaux et locaux sont, en moyenne, plus élevés dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire que dans l'enseignement tertiaire, signe que la décentralisation est plus grande aux niveaux inférieurs d'enseignement. Dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire, 44.2 % des fonds publics proviennent des exécutifs locaux après transferts, contre 27.2 % avant transferts, selon la moyenne calculée à l'échelle des pays de l'OCDE. Dans l'enseignement tertiaire, les fonds publics provenant des exécutifs locaux représentent moins de 3 % avant et après transferts, en moyenne, dans les pays de l'OCDE (voir le tableau B4.3 et le tableau B4.4, en ligne).

Dans l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire, l'ampleur des transferts du gouvernement central vers les exécutifs régionaux et locaux varie fortement entre les pays. Les différences après transferts du gouvernement central vers les exécutifs régionaux et locaux représentent plus de 40 points de pourcentage au Chili, en Corée, en Estonie, en Hongrie, au Mexique et en République slovaque. En Australie, au Canada, aux États-Unis et au Mexique, les différences après transferts des exécutifs régionaux aux exécutifs locaux représentent plus de 30 points de pourcentage (voir le graphique B4.4).

Dans l'enseignement tertiaire, la part des fonds publics qui provient du gouvernement central est relativement élevée, tant avant qu'après transferts entre les niveaux de l'exécutif. La part du gouvernement central est la moins élevée en Belgique (26.6 % avant transferts, contre 25.3 % après transferts) et en Espagne (16.0 % et 15.8 %, respectivement). À l'autre extrême, cette part atteint près de 100 % tant avant qu'après transferts dans dix pays, à savoir au Chili, en Estonie, en Hongrie, en Islande, en Norvège, en Nouvelle-Zélande, aux Pays-Bas, au Portugal, en République slovaque et au Royaume-Uni (voir le tableau B4.4, en ligne).

Définitions

Les dépenses publiques d'éducation incluent les dépenses au titre des établissements d'enseignement et les aides au titre des frais de subsistance des élèves/étudiants et autres dépenses privées en dehors des établissements d'enseignement. Elles incluent aussi les dépenses de toutes les entités publiques, dont les ministères autres que le ministère de l'Éducation, les exécutifs locaux et régionaux et les autres instances publiques. Le mode d'affectation des budgets publics de l'éducation varie selon les pays de l'OCDE. Les ressources publiques peuvent être allouées aux établissements d'enseignement soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire des ménages ou au travers de programmes gouvernementaux. Elles peuvent aussi être limitées à l'acquisition de services d'éducation ou être destinées au financement des frais de subsistance.

Les sources publiques de financement de l'éducation (exception faite des sources internationales) se répartissent en trois catégories : le gouvernement central (national), les exécutifs régionaux (États, provinces, *Länder*, etc.) et les exécutifs locaux (municipalités, districts, communes, etc.). Les adjectifs « régional » et « local » désignent les exécutifs dont les compétences sont limitées à un territoire administratif dans un pays. Ils ne s'appliquent

pas à des instances gouvernementales dont les compétences ne sont pas limitées de manière géographique, mais sont définies en termes de services, de fonctions ou de catégories d'élèves/étudiants.

Les dépenses publiques totales correspondent à la somme des dépenses en capital et des dépenses de fonctionnement non remboursables de tous les niveaux de l'exécutif (central, régional et local). Elles incluent les dépenses publiques directes au titre des établissements d'enseignement ainsi que les aides publiques aux ménages (par exemple, les bourses, les prêts d'études et les aides au titre des frais de subsistance et des frais de scolarité des élèves/étudiants) et à d'autres entités privées au titre de l'éducation (par exemple, les subventions aux entreprises privées ou aux organisations syndicales au titre de la formation sous contrat d'apprentissage).

Méthodologie

Les données se rapportent à l'année budgétaire 2010 et proviennent de l'exercice UOE de collecte de données statistiques sur l'éducation réalisé par l'OCDE en 2012 (pour plus de précisions, voir l'annexe 3, www.oecd.org/edu/rse.htm).

Les dépenses publiques totales proviennent de la *Base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux* (voir l'annexe 2) et sont établies en fonction du Système de comptabilité nationale de 1993.

Les dépenses d'éducation des pays sont rapportées en pourcentage de leurs dépenses publiques totales et en pourcentage de leur PIB.

Les dépenses au titre du service de la dette (remboursements afférents à la dette publique) sont incluses dans les dépenses publiques totales, mais sont exclues des dépenses publiques d'éducation, car certains pays sont dans l'impossibilité de faire la distinction entre les intérêts dus pour l'éducation et les intérêts dus pour les autres services. Par voie de conséquence, les dépenses publiques d'éducation en pourcentage des dépenses publiques totales peuvent être sous-estimées dans les pays où le service de la dette représente une partie importante des dépenses publiques totales tous domaines confondus.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Tableaux de l'indicateur B4

	Tableau B4.1	Dépenses publiques totales d'éducation (2010) <i>StatLink</i>  http://dx.doi.org/10.1787/888932871086
	Tableau B4.2	Dépenses publiques totales d'éducation (1995, 2000, 2005 et 2010) <i>StatLink</i>  http://dx.doi.org/10.1787/888932871105
	Tableau B4.3	Provenance du financement public de l'éducation pour l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire, selon le niveau de l'exécutif (2010) <i>StatLink</i>  http://dx.doi.org/10.1787/888932871124
WEB	Tableau B4.4	Provenance du financement public de l'éducation pour l'enseignement tertiaire, avant et après transferts, selon les niveaux de l'exécutif (2010) <i>StatLink</i>  http://dx.doi.org/10.1787/888932871143
WEB	Tableau B4.5	Répartition du total des dépenses publiques d'éducation (2010) <i>StatLink</i>  http://dx.doi.org/10.1787/888932871162

Tableau B4.1. Dépenses publiques totales d'éducation (2010)

Dépenses publiques directes au titre des établissements d'enseignement et aides publiques aux ménages¹ et à d'autres entités privées, en pourcentage des dépenses publiques totales et en pourcentage du PIB, selon le niveau d'enseignement

	Dépenses publiques ¹ d'éducation, en pourcentage des dépenses publiques totales				Dépenses publiques ¹ d'éducation, en pourcentage du PIB			
	Préprimaire	Primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire	Tous niveaux d'enseignement confondus	Préprimaire	Primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire	Tertiaire	Tous niveaux d'enseignement confondus
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
OCDE								
Australie	0.2	11.5	3.4	15.2	0.1	3.9	1.1	5.2
Autriche	1.2	7.0	3.1	11.2	0.6	3.6	1.6	5.9
Belgique	1.2	8.2	2.8	12.5	0.6	4.3	1.5	6.6
Canada ^{2, 3}	x(2)	8.5	4.7	13.2	x(6)	3.4	1.9	5.3
Chili ⁴	2.3	11.6	3.9	17.7	0.5	2.7	0.9	4.1
Rép. tchèque	1.1	6.1	2.2	9.7	0.5	2.7	1.0	4.2
Danemark ³	1.8	8.9	4.2	15.3	1.0	5.1	2.4	8.8
Estonie	1.1	9.8	3.0	14.0	0.4	4.0	1.2	5.7
Finlande	0.7	7.6	3.9	12.3	0.4	4.3	2.2	6.8
France	1.2	6.8	2.3	10.4	0.7	3.9	1.3	5.9
Allemagne	m	m	m	m	m	m	m	m
Grèce	m	m	m	m	m	m	m	m
Hongrie	1.4	5.9	2.0	9.8	0.7	2.9	1.0	4.9
Islande	1.4	9.4	3.2	14.7	0.7	4.8	1.6	7.6
Irlande	0.2	7.4	2.2	9.7	0.1	4.9	1.4	6.5
Israël	1.5	9.1	2.3	13.6	0.7	4.0	1.0	5.9
Italie	0.9	6.4	1.7	8.9	0.4	3.2	0.8	4.5
Japon ³	0.2	6.7	1.8	9.3	0.1	2.8	0.7	3.8
Corée	0.5	11.2	2.6	16.2	0.1	3.4	0.8	4.9
Luxembourg	1.7	7.9	m	m	0.7	3.4	m	m
Mexique	2.1	13.6	4.0	20.6	0.5	3.5	1.0	5.3
Pays-Bas	0.8	7.6	3.3	11.6	0.4	3.9	1.7	6.0
Nouvelle-Zélande	1.5	13.1	5.5	20.0	0.5	4.7	2.0	7.2
Norvège	0.7	9.4	4.5	15.2	0.4	5.5	2.6	8.8
Pologne	1.1	7.7	2.6	11.4	0.5	3.5	1.2	5.2
Portugal	0.8	7.8	2.2	11.0	0.4	4.0	1.1	5.6
Rép. slovaque ³	1.0	7.1	2.1	10.6	0.4	2.9	0.8	4.2
Slovénie	1.2	7.5	2.7	11.4	0.6	3.7	1.4	5.7
Espagne	1.5	6.8	2.5	10.9	0.7	3.1	1.2	5.0
Suède	1.4	8.1	3.9	13.4	0.7	4.2	2.0	7.0
Suisse	0.6	11.0	4.0	15.8	0.2	3.6	1.3	5.2
Turquie	0.1	6.5	m	m	n	2.5	m	m
Royaume-Uni	0.6	9.4	2.0	12.0	0.3	4.9	1.0	6.3
États-Unis	0.8	8.6	3.3	12.7	0.4	3.7	1.4	5.5
Moyenne OCDE	1.1	8.6	3.1	13.0	0.6	3.8	1.4	5.8
Moyenne UE21	1.1	7.6	2.7	11.4	0.6	3.8	1.4	5.8
Autres G20								
Argentine	m	m	m	m	0.4	4.2	1.1	5.8
Brésil	1.4	13.8	3.0	18.1	0.4	4.4	1.0	5.8
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m
Inde	m	m	m	m	n			m
Indonésie	m	m	m	m	m	m	m	m
Fédération de Russie	1.8	5.2	2.5	10.5	0.7	2.0	1.0	4.1
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	m
Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	m	m

1. Dans ce tableau, les dépenses publiques comprennent les aides publiques accordées aux ménages pour leurs frais de subsistance (allocations et bourses aux élèves/étudiants et aux ménages, et prêts d'études), qui ne sont pas affectées aux établissements d'enseignement. C'est la raison pour laquelle les chiffres sur les dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement présentés ici sont plus élevés que ceux du tableau B2.4 dans l'indicateur B2.

2. Année de référence : 2009 (et non 2010).

3. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

4. Année de référence : 2011 (et non 2010).

Source : OCDE. Données relatives à l'Argentine : Institut de statistique de l'UNESCO (Programme des indicateurs de l'éducation dans le monde). Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse/htm).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932871086>

Tableau B4.2. Dépenses publiques totales d'éducation (1995, 2000, 2005 et 2010)
Dépenses publiques directes au titre des établissements d'enseignement et subventions publiques aux ménages¹ et à d'autres entités privées, en pourcentage des dépenses publiques totales et en pourcentage du PIB, tous niveaux d'enseignement confondus, par année

	Dépenses publiques ¹ d'éducation, en pourcentage des dépenses publiques totales				Dépenses publiques ¹ d'éducation, en pourcentage du PIB				Indice de variation entre 2008 et 2010 des : (2008 = 100, prix constants de 2010)		
	1995	2000	2005	2010	1995	2000	2005	2010	Dépenses publiques d'éducation (9)	Dépenses publiques, tous services confondus (10)	Dépenses publiques totales d'éducation en pourcentage des dépenses publiques totales (11)
OCDE											
Australie	13.8	14.3	14.6	15.2	4.8	4.6	4.5	5.2	123	108	114
Autriche	10.8	10.7	10.9	11.2	6.1	5.6	5.4	5.9	106	104	101
Belgique	m	12.0	11.4	12.5	m	5.9	5.9	6.6	102	105	97
Canada ^{2, 3}	12.7	12.4	11.8	13.2	6.2	5.1	5.1	5.3	m	m	m
Chili ⁴	m	m	16.2	17.7	m	m	3.0	4.1	109	105	104
Rép. tchèque	8.7	9.5	9.5	9.7	4.5	3.8	4.1	4.2	106	104	102
Danemark ³	12.3	15.4	15.7	15.3	7.3	8.3	8.3	8.8	110	107	102
Estonie	13.9	14.8	14.5	14.0	5.8	5.4	4.9	5.7	90	91	99
Finlande	11.1	12.5	12.5	12.3	6.8	6.0	6.3	6.8	106	107	99
France	11.5	11.6	10.6	10.4	6.3	6.0	5.7	5.9	103	104	98
Allemagne	8.6	10.2	10.1	m	4.7	4.6	4.8	m	m	107	m
Grèce	5.6	7.3	m	m	2.6	3.4	4.1	m	m	94	m
Hongrie	9.4	10.4	10.9	9.8	5.3	5.0	5.5	4.9	90	95	95
Islande	m	15.9	18.0	14.7	m	6.7	7.6	7.6	90	80	113
Irlande	12.2	13.7	14.0	9.7	5.0	4.2	4.7	6.5	106	145	73
Israël	12.7	13.4	12.3	13.6	6.5	6.3	5.6	5.9	106	101	105
Italie	9.0	9.8	9.2	8.9	4.7	4.5	4.4	4.5	95	100	95
Japon ³	9.7	9.5	9.6	9.3	3.5	3.6	3.5	3.8	106	107	99
Corée	m	16.6	14.9	16.2	m	3.7	4.0	4.9	108	105	103
Luxembourg	m	m	m	m	m	m	m	m	m	108	m
Mexique	22.2	23.4	23.4	20.6	4.2	4.4	5.0	5.3	107	124	86
Pays-Bas	9.1	11.2	12.3	11.6	5.1	5.0	5.5	6.0	106	108	98
Nouvelle-Zélande	16.5	m	15.5	20.0	5.6	6.7	6.0	7.2	113	108	105
Norvège	15.6	14.0	16.7	15.2	9.3	7.8	9.3	8.8	100	106	95
Pologne	11.9	12.7	12.6	11.4	5.2	5.0	5.5	5.2	107	111	97
Portugal	11.9	12.7	11.4	11.0	4.9	5.2	5.2	5.6	113	113	100
Rép. slovaque ³	9.4	7.5	10.1	10.6	4.6	3.9	3.8	4.2	116	114	102
Slovénie	m	m	12.6	11.4	m	m	5.7	5.7	102	105	97
Espagne	10.3	10.9	11.0	10.9	4.6	4.3	4.2	5.0	103	106	97
Suède	10.9	13.0	12.8	13.4	7.1	7.2	6.9	7.0	105	102	102
Suisse	14.6	14.4	15.0	15.8	5.3	5.1	5.5	5.2	107	101	106
Turquie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	116	m
Royaume-Uni	11.4	11.0	11.8	12.0	5.0	4.3	5.2	6.3	112	103	109
États-Unis	12.0	13.8	13.9	12.7	4.5	4.7	5.1	5.5	102	108	94
Moyenne OCDE	11.8	12.6	13.1	13.0	5.4	5.2	5.3	5.8	105	106	100
Moyenne UE21	10.4	11.4	11.8	11.4	5.3	5.1	5.3	5.8	104	106	98
Moyenne OCDE (pour les pays dont les données sont disponibles pour toutes les années de référence)	12.0	12.6	12.8	12.4	5.5	5.2	5.4	5.7			
Autres G20											
Argentine	m	m	m	m	m	m	m	5.8	m	m	m
Brésil	11.2	10.5	14.5	18.1	3.9	3.5	4.5	5.8	113	121	93
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Fédération de Russie	m	10.6	11.0	10.5	m	m	m	4.1	m	m	m
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m
Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m	m

1. Dans ce tableau, les dépenses publiques comprennent les aides publiques accordées aux ménages pour leurs frais de subsistance (allocations et bourses aux élèves/étudiants et aux ménages, et prêts d'études), qui ne sont pas affectées aux établissements d'enseignement. C'est la raison pour laquelle les chiffres sur les dépenses publiques au titre des établissements d'enseignement présentés ici sont plus élevés que ceux du tableau B2.4 dans l'indicateur B2.

2. Année de référence : 2009 (et non 2010).

3. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

4. Année de référence : 2011 (et non 2010).

Source : OCDE. Données relatives à l'Argentine : Institut de statistique de l'UNESCO (Programme des indicateurs de l'éducation dans le monde). Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932871105>

Tableau B4.3. Provenance du financement public de l'éducation pour l'enseignement primaire, secondaire et post-secondaire non tertiaire, selon le niveau de l'exécutif (2010)

	Financement initial (avant les transferts entre les différents niveaux de l'exécutif)				Financement définitif (après les transferts entre les différents niveaux de l'exécutif)			
	Central	Régional	Local	Total	Central	Régional	Local	Total
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)
OCDE								
Australie	41.2	58.8	m	100.0	3.9	96.1	m	100.0
Autriche	75.7	14.3	10.0	100.0	43.1	46.5	10.4	100.0
Belgique	21.2	74.7	4.1	100.0	22.3	73.5	4.1	100.0
Canada ^{1,2}	3.7	74.3	21.9	100.0	3.1	13.0	83.9	100.0
Chili ³	91.9	a	8.1	100.0	49.9	a	50.1	100.0
Rép. tchèque	12.4	62.1	25.5	100.0	11.7	62.8	25.5	100.0
Danemark ²	m	m	m	100.0	41.4	n	58.6	100.0
Estonie	70.0	a	30.0	100.0	27.6	a	72.4	100.0
Finlande	41.8	a	58.2	100.0	10.1	a	89.9	100.0
France	69.4	18.3	12.3	100.0	69.3	18.3	12.4	100.0
Allemagne	m	m	m	m	m	m	m	m
Grèce	m	m	m	m	m	m	m	m
Hongrie	62.1	x(3)	37.9	100.0	20.4	x(7)	79.6	100.0
Islande	26.8	a	73.2	100.0	26.5	a	73.5	100.0
Irlande	99.0	a	1.0	100.0	82.5	a	17.5	100.0
Israël	91.2	a	8.8	100.0	70.5	a	29.5	100.0
Italie	80.7	9.0	10.3	100.0	80.2	7.5	12.3	100.0
Japon ²	18.1	64.6	17.3	100.0	1.7	81.0	17.3	100.0
Corée	67.9	29.1	3.0	100.0	0.9	29.9	69.2	100.0
Luxembourg	80.7	a	19.3	100.0	76.6	a	23.4	100.0
Mexique	77.7	22.1	0.2	100.0	26.1	73.7	0.2	100.0
Pays-Bas	90.3	n	9.7	100.0	87.5	n	12.5	100.0
Nouvelle-Zélande	100.0	n	n	100.0	100.0	n	n	100.0
Norvège	9.5	n	90.5	100.0	8.4	n	91.6	100.0
Pologne	4.4	1.7	94.0	100.0	3.3	1.6	95.1	100.0
Portugal	m	m	m	m	m	m	m	m
Rép. slovaque ²	77.8	a	22.2	100.0	21.0	a	79.0	100.0
Slovenie	89.7	a	10.3	100.0	88.9	a	11.1	100.0
Espagne	14.0	79.7	6.4	100.0	13.0	80.6	6.4	100.0
Suède	m	m	m	m	m	m	m	m
Suisse	3.2	62.4	34.4	100.0	0.3	60.2	39.5	100.0
Turquie	99.3	0.7	m	100.0	96.2	3.8	m	100.0
Royaume-Uni	26.6	a	73.4	100.0	26.6	a	73.4	100.0
États-Unis	13.7	33.4	52.9	100.0	0.5	1.5	98.0	100.0
Moyenne OCDE	53.8	21.6	27.2	100.0	37.1	22.4	44.2	100.0
Moyenne UE21	57.2	17.3	26.5	100.0	42.7	18.2	40.2	100.0
Autres G20								
Argentine	8.0	88.6	3.4	100.0	1.8	94.8	3.4	100.0
Brésil	19.9	47.5	32.7	100.0	12.1	46.7	41.2	100.0
Chine	m	m	m	m	m	m	m	m
Inde	m	m	m	m	m	m	m	m
Indonésie	m	m	m	m	m	m	m	m
Fédération de Russie	m	m	m	m	2.1	32.4	65.5	100.0
Arabie saoudite	m	m	m	m	m	m	m	m
Afrique du Sud	m	m	m	m	m	m	m	m
Moyenne G20	m	m	m	m	m	m	m	m

1. Année de référence : 2009.

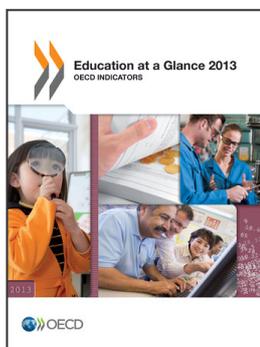
2. Certains niveaux d'enseignement se confondent. Pour plus de détails, voir le code « x » dans le tableau B1.1a.

3. Année de référence : 2011.

Source : OCDE. Données relatives à l'Argentine : Institut de statistique de l'UNESCO (Programme des indicateurs de l'éducation dans le monde). Voir les notes à l'annexe 3 (www.oecd.org/edu/rse.htm).

Les symboles représentant les données manquantes figurent dans le Guide du lecteur.

StatLink  <http://dx.doi.org/10.1787/888932871124>



Extrait de :
Education at a Glance 2013
OECD Indicators

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/eag-2013-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2013), « Indicateur B4 Quel est le montant total des dépenses d'éducation ? », dans *Education at a Glance 2013 : OECD Indicators*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/eag-2013-16-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document et toute carte qu'il peut comprendre sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Vous êtes autorisés à copier, télécharger ou imprimer du contenu OCDE pour votre utilisation personnelle. Vous pouvez inclure des extraits des publications, des bases de données et produits multimédia de l'OCDE dans vos documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel d'enseignement, sous réserve de faire mention de la source OCDE et du copyright. Les demandes pour usage public ou commercial ou de traduction devront être adressées à rights@oecd.org. Les demandes d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales peuvent être obtenues auprès du Copyright Clearance Center (CCC) info@copyright.com ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC) contact@cfcopies.com.